

Les Indépendantistes de Catalogne promettent l'impunité aux casseurs de l'extrême gauche !!!

écrit par Alain de Catalogne | 20 janvier 2016



Les indépendantistes DE « [JUNTS PEL SI](#) » sont prêts à tout pour gouverner, même à absoudre les casseurs de l'extrême gauche !

L'EXTRÊME-GAUCHE CATALANE EST-ELLE AU-DESSUS DES LOIS ?

Par Nico Salvado le 19 janvier 2016

Pour que l'extrême gauche catalane (CUP) accepte d'investir Carles Puigdemont, président de Catalogne, les indépendantistes de Junts Pel Sí ont fait toutes les concessions possibles. Parmi elles, l'arrêt des poursuites contre les manifestants anti-système qui ont notamment incendié un café Starbucks.

Les indépendantistes de droite et de gauche, ne disposant pas de la majorité absolue au parlement régional, avaient absolument besoin des voix des députés d'extrême-gauche pour faire élire le président de Catalogne. Il a fallu trois mois de négociations pour que le petit parti indépendantiste (CUP) accepte in extremis d'investir Carles Puigdemont président de la Catalogne. Pour que la gauche radicale accepte de donner son feu vert, elle a mis sur la table toutes une série de demandes, souvent sont bien éloignées de l'indépendance de la Catalogne. Une

des plus polémiques réside dans le fait que le gouvernement de Catalogne devait se retirer des procès qui visent à sanctionner des militants de La Cup poursuivis dans le cadre de dégradations suite à différentes émeutes urbaines.

Lire aussi : [Coup de théâtre en Catalogne – Accélération vers l'indépendance](#)

Le gouvernement catalan devrait donc se retirer dans sept dossiers où il s'était constitué partie civile, a annoncé cette semaine la porte-parole de l'exécutif Neus Munté dans une interview sur Catalunya Radio.

L'exécutif catalan se retire des poursuites judiciaires en rapport avec les échauffourées qui ont eu lieu lors de la visite d'Artur Mas à l' Université de Gérone en 2011. La Generalitat se retire également des quatre procès concernant les émeutes ayant suivi la grève générale de mars et novembre 2012. **Le gouvernement de Catalogne souhaite donc passer l'éponge et ne pas poursuivre les 12 personnes qui ont notamment incendié le Starbucks de la Ronda Sant Pere, au centre-ville de Barcelone. L'exécutif de Catalogne ne sera plus partie civile dans le procès du sabotage de la ligne électrique haute tension de 2012 et dans les émeutes de l'évacuation du squat de Can Vies de 2014.**

Neus Montè précise que dans le cas où les émeutes ont pu blesser des individus, la Generalitat restera partie civile. Par ailleurs, les différents délinquants mis en cause dans toutes ces affaires resteront poursuivis par la justice, mais sans que le gouvernement catalan ne soit partie civile.

Un passe-droit politique?

Il est assez étonnant qu'un parti comme la Cup, qui passe son temps à condamner les privilèges politiques et cas de corruptions, se serve de sa dizaine de députés pour imposer des avantages à ses militants. Bien évidemment, les luttes sociales et manifestations sont une preuve de la bonne santé d'un système démocratique. Que des individus se servent d'une manifestation pour brûler des commerces est inacceptable et ils doivent être correctement jugés. **Qu'un parti politique se serve de ses élus pour permettre à ses militants de tenter d'échapper à la justice est intolérable. Que le gouvernement de Catalogne obtempère en ce sens est une faute politique et démocratique.**

<http://www.equinoxmagazine.fr/2016/01/19/lextreme-gauche-catalane-est-elle-au-dessus-des-lois/>